

L'assassinat du journaliste d'investigation Ján Kuciak, il y a six mois, n'a pas fini de secouer la Slovaquie, un pays où les journalistes forment à l'heure actuelle le dernier rempart d'une démocratie fragile.

C'est peu dire que l'assassinat du jeune journaliste d'investigation Ján Kuciak, tué par balles, le 21 février 2018, à l'âge de 27 ans, dans la maison où il envisageait de s'installer avec sa compagne Martina Kušnírová, elle-aussi assassinée, a fait l'effet d'un tremblement de terre en Slovaquie. Beaucoup moins en Europe où l'émotion éphémère, essentiellement celle du Parlement de Strasbourg, s'est vite estompée. Une délégation parlementaire est venue quelques jours et reviendra en septembre enquêter sur d'éventuels détournements de subventions agricoles par la mafia italienne, elle-même en lien avec certaines personnalités proches du pouvoir politique slovaque. C'était l'un des dossiers sulfureux sur lesquels travaillait Ján Kuciak quand il est mort. Un collectif de journalistes a depuis finalisé et publié son enquête. Une coopération policière européenne a été évoquée, puis engagée, mais avec un mandat limité qui la prive d'un accès complet au dossier. Puis l'Europe semble être passée à d'autres dossiers plus brûlants.

En Slovaquie même, ce séisme doublement meurtrier a produit des répliques tout au long du printemps, dans la société politique, dans la société civile et dans la communauté journalistique et médiatique. Nous les évoquerons succinctement avant d'examiner leurs conséquences sur la pratique journalistique et la liberté de la presse en Slovaquie après ce double meurtre retentissant.

L'enquête policière sur laquelle aucune information ne filtre ne semble connaître à date, c'est à dire 6 mois plus tard, aucune avancée ni rebondissement. Au point que certains de nos confrères journalistes slovaques, habitués qu'ils sont aux affaires enterrées ou classées sans suite, se demandent si la police cherche vraiment les meurtriers de Ján Kuciak et de sa compagne. Tout au plus et dans une autre procédure, la justice s'est-elle décidée tardivement à mettre au frais pour l'été l'ineffable Marián Kočner, tycoon aux nombreuses casseroles, spécialiste des insultes et menaces aux journalistes un peu trop curieux. Ján Kuciak avait révélé sur Facebook avoir été menacé de mort par Marián Kočner durant l'automne 2017 et avoir déposé une main courante auprès de la police slovaque restée sans suite. Kočner devenait de plus en plus gênant pour la vitrine du pouvoir dont il est proche. Kočner avait en effet récemment réitéré ses menaces cette fois contre Adam Valček, enquêteur pour *SME*, jumeau en journalisme de Ján Kuciak, qui venait de révéler les conditions apparemment frauduleuses de la cession de l'immeuble Technopol à Petržalka, sur la rive sud du Danube. Kočner promettait de faire prochainement des révélations sur la santé et la vie de famille du jeune enquêteur et venait tout juste d'ouvrir une page Facebook intitulée : *Na Pranieri*, qu'on pourrait traduire en français par *Le Pilon*, pour s'en prendre à tous les gêneurs et en particulier aux journalistes. Marián Kočner a finalement été arrêté au début de l'été et maintenu en détention dans une affaire de faux en écriture lié au projet avorté de rachat de la chaîne de télévision privée Markiza (70 millions d'euros de fausses créances extorquées à la chaîne avec la complicité de son directeur de l'époque Pavol Rusko). Le voici réduit au silence pour quelque temps.

Une autre figure de la politique-business à la Slovaquie a eu aussi tardivement quelques soucis.

Mária Trošková a été entendue fin juillet par la police pour ses liens d'affaires avec Antonino Vadala, mafieux notoire, interpellé aux premiers jours de l'enquête sur le double meurtre, puis relâché et finalement extradé vers l'Italie où il doit répondre de diverses accusations (trafic de drogue, blanchiment d'argent). Trošková et Vadala possédaient une société en commun qui, selon l'enquête de Ján Kuciak, aurait bénéficié de remboursements indus de TVA. Cette Mária Trošková, conseillère du premier ministre Fico, sans compétence ni affectation particulière, si ce n'est sa présence télégénique et sa disponibilité, était jusqu'à sa démission début mars de tous les déplacements du Premier ministre, y compris au plus haut niveau européen. Elle a un passé de top-model, pose volontiers seins nus, a même envisagé un temps d'épouser son « associé » Vadala, selon sa mère, avant de faire son chemin dans l'appareil gouvernemental slovaque. Rappelons que Ján Kuciak était arrivé à la conclusion que la mafia italienne bénéficiait manifestement de « facilités » dans l'appareil gouvernemental slovaque pour mener à bien ses détournements de subventions européennes à l'agriculture pour des exploitations agricoles fantômes dans l'est du pays, au détriment des vrais agriculteurs locaux. Lesquels se sont d'ailleurs joints aux manifestations du printemps à Bratislava après avoir traversé le pays au volant de leurs tracteurs.



La société civile fait tomber des têtes

Ces péripéties policières et judiciaires sont elles-mêmes le maigre fruit du séisme politique qui a suivi le double assassinat de février. D'abord des manifestations monstres dans les principales villes, comme la Slovaquie n'en avait pas connues depuis la chute du régime communiste fin 1989. L'irruption sur la scène publique d'une société civile passablement discrète jusque-là, rassemblée sous une bannière éloquente : « Pour une Slovaquie intègre », qui peine quelques mois plus tard dans la torpeur de la trêve estivale, à survivre politiquement à la première vague d'indignation, même si on nous promet une reprise des manifestations à la rentrée. Les slogans appelant à la démission des responsables politiques en place ont connu un succès relatif. Celui qui réclamait des élections anticipées s'est estompé au fil des cortèges, tant l'impréparation criante de l'opposition politique, minoritaire et dispersée, exposait à de sévères déconvenues les tenants d'un recours précipité aux urnes - l'échéance normale pour les prochaines législatives étant mars 2020.

En revanche, les démissions n'ont guère manqué ni tardé, au gré des rassemblements hebdomadaires et des sondages inquiétants pour l'improbable coalition en place : le SMER-SD (populistes de « gauche » de Robert Fico), le Most-HID de la minorité hongroise, et le SNS (nationaliste, extrême droite).

Le ministre de la Culture, Marek Madarič, a rendu son tablier dès le 28 février. Le 12 mars, le ministre de l'intérieur, Robert Kaliňák, annonce son départ. Son nom qui apparaît dans nombre d'affaires est cité tous les jours dans la presse cet été à propos du renvoi au Vietnam d'un homme d'affaires vietnamien enlevé à Berlin par les services secrets de son pays, lesquels auraient bénéficié pour ce faire et selon l'enquête allemande en cours, d'un avion du gouvernement slovaque et de

toutes les facilités aéroportuaires et logistiques nécessaires. Le 14 mars, c'est Robert Fico, poids lourd du régime, en personne qui propose sa démission, acceptée le lendemain par le président de la République Andrej Kiska, qui n'a pas de pouvoir exécutif mais dont la constitution fait le garant du fonctionnement des institutions et de la paix civile. Andrej Kiska intervient régulièrement en ce sens depuis le début de la crise, est régulièrement dénoncé pour cette raison comme « *chef de l'opposition* » par la coalition au pouvoir. Il a déjà fait savoir qu'il ne se représenterait pas l'an prochain pour un second mandat présidentiel et annoncé qu'il travaillait en revanche sur un projet pour les législatives de 2020 sans plus de précision pour l'instant. Le 22 mars, Robert Fico qui conserve la présidence de son parti et retrouve son poste de parlementaire, est remplacé par l'un de ses fidèles, pour ne pas dire son clone en politique, Peter Pellegrini, vice-premier ministre du gouvernement sortant. La ministre de la Justice Lucia Žitnanska préfère ne pas être de la nouvelle équipe et retourne elle aussi au Parlement.

Le 29 mars, Robert Krajmer, chef de l'unité anti-corruption de la police s'en va.

Le 16 avril, Tomáš Drucker, remplaçant de Robert Kaliňák au ministère de l'intérieur, démissionne à son tour. C'est sa secrétaire au ministère depuis 2016, Denisa Saková, depuis sous le feu de l'opposition pour une plus-value immobilière suspecte, qui hérite du maroquin. Le lendemain Tibor Gašpar, directeur de la police slovaque, remet finalement sa démission. Il reste néanmoins au ministère comme conseiller de Denisa Saková. Les manifestants du vendredi soir à Bratislava et dans les principales villes du pays exigeaient le départ de Gašpar depuis des semaines, comme celui de Dušan Kováčik, le procureur dit « spécial », qui lui reste en place et en charge. Sa réputation est surtout d'enterrer les affaires où sont impliquées les plus gros poissons, et le cas échéant, de faire régner la discipline dans les rangs de la magistrature. Le procureur Vasil Špirko est ainsi passé en conseil de discipline en juin pour avoir transmis à la presse des informations sur un dossier de corruption compromettant pour deux anciens ministres SMER, Robert Kaliňák (Intérieur) et Ján Pociatek (Finances). Peut-être un signe des temps, ce magistrat bavard n'a pas été sanctionné. Le jeu limité de chaises musicales s'est arrêté là. La façade est un peu ravalée. Les mêmes tirent les ficelles. Les affaires continuent. Même si, à la marge, quelques personnages parmi les plus scandaleux, les plus voyants ou les plus usés, sont écartés de la scène.

Comme le résume si bien Gabriel Šipoš de *Transparency International Slovaquie*, et sous réserve d'éventuels coups de théâtre à venir : « *Chaque fois qu'un journal sort une affaire de corruption, la police affirme qu'elle va enquêter, puis elle classe le dossier en disant qu'elle n'a pas trouvé de preuves, ou bien elle fait traîner les choses. Jamais aucun puissant n'est inquiété dans ce pays.* »

Le jeu limité de chaises musicales s'est arrêté là. La façade est un peu ravalée. Les mêmes tirent les ficelles. Les affaires continuent. Même si, à la

marge, quelques personnages parmi les plus scandaleux, les plus voyants ou les plus usés, sont écartés de la scène.

Le pouvoir resserre son étreinte sur les médias publics

Un tel choc – l’assassinat d’un journaliste, exécuté pour n’avoir fait que son métier, en 2018, dans une démocratie de l’Union Européenne – aurait pu créer un élan de modération des élites économiques et politiques dans leur traitement de l’information et de ses producteurs, un débat consistant sur la liberté de la presse et ses garanties, quelques avancées éventuelles législatives, réglementaires ou simplement pratiques pour la protection du droit d’informer. Il n’en a jusqu’ici rien été. Au contraire.

Certes Robert Fico qui dans un passé récent traitait encore les journalistes de « *hyènes idiotes* » ou de « *sales prostituées anti-slovaques* » (23 novembre 2016) s’est fendu de communiqués de circonstance, invitant même la télévision à immortaliser une scène digne du « Parrain », où on le voit avec Kaliňák et Gašpar poser près d’une table couverte de liasses de billets de banque : la récompense d’1 million d’euros promise à qui aiderait les enquêteurs. Mais pour le reste, le pouvoir reste à l’offensive sur le front des médias, et vient d’accroître considérablement dans les derniers mois son contrôle sur la radio et la télévision publiques, si importantes dans ce pays où la presse écrite et numérique est peu lue, et où la concurrence des chaînes privées (essentiellement la très commerciale Markiza, propriété du groupe Time-Warner, d’ailleurs en vente) ne s’exerce pas véritablement sur le terrain de l’information.

Étrange coïncidence, le 28 février, soit donc une semaine après l’assassinat de Ján Kuciak, la RTVS annonçait un vaste remaniement de ses cadres. Une dizaine de postes à responsabilité changeaient de mains ou étaient simplement supprimés. Plan préparé de longue date, on s’en doute par Jaroslav Rezník, le directeur général, nommé l’an dernier par la majorité parlementaire pour un mandat de 5 ans. Rezník, un fidèle du pouvoir, était déjà patron de la radio slovaque au début des années 90 quand le populiste Vladimir Mečiar dirigeait le pays. Avec lui, la RTVS devient un havre pour les communicants du régime en mal d’affectation ou en quête de combats plus exaltants. Petra Stano Matasovska, nommée à la direction de la radio en octobre 2017 et Vahram Chuguryan de retour depuis mars à la tête de la télévision, sont tous deux d’anciens porte-paroles de ministères du gouvernement Fico. Face aux protestations et/ou pétitions provoquées par leur gestion, tous deux ont publiquement critiqué leurs journalistes dans les médias : « *une minorité criarde* » pour l’une, « *des militants politiques, révolutionnaires* » pour l’autre. Chuguryan s’est notamment illustré en interdisant à ses journalistes le port du badge « *AllForJán* », devenu signe de solidarité pour tous les tenants de la liberté de la presse au plus fort du mouvement d’indignation. Résultat, entre les départs plus ou moins contraints et les démissions de protestation, une charrette d’une quinzaine de journalistes a quitté RTVS au début de l’été.

Paroles de journalistes slovaques

Pour le reste, les journalistes rencontrés ces derniers mois à Bratislava sont partagés entre dépit et détermination. *Verbatim*.

Monika Himpánová, 28 ans, est déjà cheffe du service international de l'Agence slovaque de presse, après s'être formée aux relations internationales et aux sciences politiques à l'Université de Nitra, là où Kuciak a « appris » le journalisme. Monika le croise alors et se souvient. « *Il était calme, réfléchi, assez individualiste, toujours pensif, généralement au fond de la classe, près de la fenêtre.* » Étrange école de journalisme par ailleurs. « *Les professeurs n'avaient pas d'expérience pratique du métier, ou alors tellement ancienne, remontant parfois à la période communiste, celle du parti unique et, pour la presse, de la voix du parti* ». Monika dirige un service d'une trentaine de personnes qui écrit en Slovaque, en Hongrois et en Anglais. Elle fournit de l'information basique, strictement factuelle, souvent officielle. Elle est la plupart du temps très loin des enjeux de politique intérieure et s'en félicite, soulagée. « *Les affaires étrangères, c'est moins risqué ! Aussi loin que je me souviens, personne ne m'a dit : arrêtez vos questions, n'écrivez pas ça. J'interroge autant que je peux, sous différentes formes, je reformule jusqu'à obtenir ma réponse...Evidemment, face à Kocner (l'homme d'affaires mentionné plus haut, aujourd'hui sous les verrous), j'aurais sûrement peur. Surtout d'ailleurs pour ma famille.* » Et Monika Himpanova de positiver : « *Les manifestations qui ont suivi le meurtre de Ján ont tout changé. Nous avons pris conscience de notre force, ensemble. L'attitude du pouvoir a changé. Il est moins arrogant, plus sur la défensive. La rhétorique de Fico a changé !* » On verra plus loin qu'il n'en est rien. Fico, même s'il est moins insultant, poursuit et assume son combat contre les médias.

*« Débile, attardé, salope, enculé, fasciste, Tsigane.
On aurait dû te noyer dans les chiottes à la
naissance, tu mériterais une balle, etc. »*

Lukas Onderčanin, 27 ans comme Kuciak, écrit pour *SME*, le principal quotidien généraliste d'inspiration libérale en Slovaquie (25 000 exemplaires papier et 30 000 abonnés sur le web), fondé en 1993 par Peter Vajda, dont la holding familiale PSIS (*Prva Slovenska Investicna Skupina*) aujourd'hui dirigée par son fils Martin est toujours propriétaire à 60 %. *SME* connaît un épisode mouvementé quand, en 2014, le groupe Penta, l'une des deux pieuvres financières du business slovaque avec J&T a fait main basse sur le reste du capital en rachetant les parts d'un groupe de presse allemand. La moitié de la rédaction de *SME* démissionne alors en bloc en signe de protestation pour aller fonder *Dennik N*, son concurrent depuis lors. C'est que Penta est mêlé à l'énorme scandale Gorilla qui vit, fin 2011, la publication d'enregistrements de conversations remontant à 2005-2006 où l'on entend un de ses actionnaires, Jaroslav Hascak donner des consignes, formuler des exigences, et négocier des rémunérations pour services rendus avec l'équipe gouvernementale de *Mikuláš Dzurinda*, dont le ministre de l'économie Jirko Malcharek en

personne, et à la plupart des partis politiques en place. Ce fâcheux épisode a durablement affaibli le courant libéral en Slovaquie, boosté les populismes et les extrêmes mais n'a pas eu de conséquences économiques ou judiciaires sur le groupe Penta qui se développe toujours dans les médias mais semble, aux dires de ses salariés journalistes, avoir choisi la posture d'un actionnaire discret dans la gestion quotidienne de ses publications.

Lukas Onderčanin, serait donc plutôt satisfait d'écrire pour le service international de SME si le métier de journaliste n'était pas suspect en soi globalement en Slovaquie. Quelques heures après la révélation de Ján Kuciak, il publiait sur Facebook un florilège des insultes reçues par lui-même ou ses proches collègues via ce réseau social dans les mois précédents le drame. Tout y passe : « *débile, attardé, salope, enclulé, fasciste, Tsigane. On aurait dû te noyer dans les chiottes à la naissance, tu mériterais une balle, etc.* » Onderčanin précise avec humour : « *Et encore, je ne fais qu'un journalisme sans importance pour une majorité de Slovaques, je ne traite que l'actualité étrangère. Imaginez un peu ce que doivent recevoir mes collègues qui traitent de la politique slovaque, de la corruption, des affaires concernant les politiciens ou les personnalités en vue et qui contribuent eux-mêmes à ce climat de haine ! Songez qu'il y a en ce moment-même, près de 66 plaintes déposées ou instructions en cours contre des journalistes ! Pour un pays de 5 millions d'habitants comme la Slovaquie, c'est énorme !* »

Faut-il renforcer les lois pour mieux protéger les journalistes et leur métier ? « *Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un problème de droit. La loi slovaque est aux standards européens sur la liberté d'expression, sur le droit à l'information. La peine maximale de 8 ans de prison pour diffamation est dans le haut de la fourchette répressive en Europe. C'est une arme de dissuasion massive qui sert peu en réalité. Car on est surtout face à un problème culturel et politique. La liberté de la presse est récente, souvent mal vue, essentiellement considérée comme une intrusion. Les théories complotistes fleurissent, souvent nourries par le pouvoir qui accuse régulièrement les médias de n'être que des rouages des conspirations étrangères en cours contre la souveraineté slovaque. Fico, comme son voisin hongrois Orbán, ne rate jamais une occasion de désigner le milliardaire américain Soros comme un grand manipulateur jouant de la presse comme d'une marionnette pour déstabiliser le pays. Du coup, il devient presque normal d'insulter les journalistes, de leur faire des remontrances comme à des enfants mal élevés, de tenter en permanence de les intimider. Et puis il y a aussi clairement un problème d'application et d'interprétation de la loi, des manquements dans l'action de la justice, qui finissent par générer un sentiment d'impunité des élites, même s'il arrive que la presse gagne ces procès. Par exemple, Dennik N a gagné à 5 reprises contre Penta.* »



L'exception pour confirmer la règle. Lukas Onderčanin a le moral en berne ce jour-là. « *A 800 € nets par mois, dans ce contexte de pression, d'hostilité et de menace permanente, on peut considérer que le journalisme est une activité « non-profit », un sacerdoce. Beaucoup de mes amis glissent vers la communication, les relations publiques. C'est moins exposé, moins dangereux, plus rémunérateur* ». Puis il se ressaisit quand on évoque la grande mobilisation du printemps. « *Avant, je pensais que la*

Slovaquie, les Slovaques n'aimaient pas la presse, les journalistes. Maintenant, après le meurtre, les manifestations, je sais que c'est seulement Fico et son régime qui nous détestent ! »

Filip Struharik, l'un des journalistes transfuges de SME à l'arrivée de Penta, s'occupe aujourd'hui de l'actualité des médias et des réseaux sociaux pour le quotidien *Dennik N* (3 000 lecteurs papier, 28 000 abonnés web). Il confirme point par point les propos et la vision de Lukas Onderčanin.

« La presse est traquée. L'information est judiciairisée. Songez qu'en guise de représailles contre les journalistes qui ont quitté SME à son arrivée au capital, Penta a intenté 6 procès contre Dennik N, le jeune journal qu'ils venaient de créer. Les lois sont là. Encore faut-il qu'elles soient appliquées et respectées. C'est aussi une question culturelle. Ici le journaliste est un gêneur coupable à priori, jamais victime. Et les réseaux sociaux amplifient le phénomène. Les complotistes y sont très actifs. Sur le web, on a même vu se répandre des fake-news, accusant les journalistes d'avoir eux-mêmes préparé sinon organisé le meurtre de Kuciak... pour se débarrasser d'un rival, se victimiser en tant que profession, et déstabiliser l'Etat. Ce qui se passe à la RTVS, la radio-télévision publique, est édifiant. Les cadres nommés par Jaroslav Rezník, attaquent publiquement leurs collaborateurs. Ils sont incapables de trouver un accord avec une dizaine de jeunes journalistes. Ils les dénoncent et font leur procès en place publique. Ils n'étaient déjà pas légitimes avant ça. Ils n'ont plus aucune chance de l'être. Ils sont politiquement aux ordres et professionnellement incompetents. Le seul combat stratégique de Rezník est d'obtenir le financement d'une nouvelle chaîne publique pour l'information sportive. Il n'y a aucune réflexion sur l'adaptation du service public de télévision aux médias numériques, aux réseaux sociaux. Ni aucun investissement. C'est la télé de papa au service du pouvoir en place. Dans le privé, les mois qui viennent seront déterminants. On verra qui va finalement hériter de Markiza, la chaîne commerciale dont l'américain Time Warner veut se défaire, comme il le fait de toutes ses télévisions en Europe centrale. Et dans la presse, on verra ce qui va advenir de Novy Čas, le tabloïd le plus lu en Slovaquie, jusque-là propriété du groupe helvético-allemand Ringier-Springer et qui vient d'être vendu à l'éditeur oligarque Anton Siekel. C'est un proche d'Andrej Danko, président SNS (extrême-droite) du Parlement slovaque ». Aktuality.sk, le site web d'information appartenant lui aussi à Ringier-Springer n'a pas été vendu dans le même lot. C'est pour Aktuality.sk que travaillait Ján Kuciak quand il a été assassiné...

Non décidément le double meurtre de février ne suffira pas à sceller une trêve dans le combat du pouvoir pour le contrôle de l'information. Le démenti officiel en est venu début août sous la plume de Robert Fico en personne. Lui qui refusait depuis des années les propositions d'entretien du quotidien SME, s'est fendu d'une tribune, publiée le 1er août dernier par le quotidien et intitulée : « Qui doit gouverner ? ». Il est utile de la citer largement car elle donne une certaine base théorique à la croisade en cours pour le contrôle des médias, de l'information et des journalistes. Il y met dans le même sac anti-gouvernemental les médias et les ONG décrits comme hostiles à la nation et à la démocratie, au sens où ils critiquent ou tentent d'infléchir une politique sensée être voulue par le peuple puisqu'elle est décidée par la majorité parlementaire issue des urnes. « *Les médias, poursuit-il dans son style fleuri et sans nuances, sont à des centaines de kilomètres de l'objectivité, ils répandent le mensonge et la haine contre notre social-démocratie (NDLR : le parti de Robert Fico se*

nomme SMER – SD et se présente en effet comme social-démocrate), et prétendent faire de la politique alors qu'ils n'ont ni mandat des électeurs, ni compte à rendre, et que la responsabilité des affaires repose sur les épaules des élus. Leur a priori antigouvernemental est si évident que les partis d'opposition peuvent les envier. Ces media n'ont compris ni les principes du journalisme, ni les principes de la démocratie ». Et, même s'il écarte pour l'heure l'idée de modifier la législation sur l'information comme la Hongrie ou la Pologne voisines l'ont fait, Robert Fico de conclure : « Ceux qui pensent que le conflit avec les médias est nocif, se trompent. Un tel conflit est au contraire dans l'intérêt de l'objectivité journalistique et de la santé démocratique. »

A quoi, Beata Balogová, rédactrice en chef de SME, répond dans un article parallèle paru le même jour dans ses colonnes. « Fico plagie Viktor Orbán pour se maintenir au pouvoir. Alors que tant de défis qui dépassent les frontières de la Slovaquie pleuvent sur nous chaque jour, sa seule offre aux électeurs est de répéter avec entêtement les mêmes théories du complot d'ONG financées par l'étranger et de médias ennemis de la nation. Son propos n'est qu'une variation du célèbre slogan de l'ancien speaker du Parlement, Pavol Paška: « Gagnez les élections et faites ce que vous voulez ! » Si les médias ou une partie du public vous rappellent qu'il n'en est rien, alors il désigne la critique et les protestations comme une atteinte à la démocratie. Il oublie qu'il n'est que l'employé des électeurs, y compris de ceux qui n'ont pas voté pour lui. Il refuse d'admettre que les journalistes le contrôlent au nom de ces employeurs. Quand ils lui demandent ce qu'ont à faire dans son cabinet des gens qui sont liés à la mafia, ils ne s'en prennent pas à sa vie privée, ils n'attaquent pas la démocratie parlementaire. Ils pratiquent au contraire le contrôle public indissociable de la démocratie. Fico prétend que les médias critiques n'ont rien compris aux fondements du journalisme, et dans le même temps, se fait le promoteur du modèle communiste des médias où le journaliste n'est qu'un employé du gouvernement, dont la mission est d'en donner une image positive, et qui doit se montrer coopératif, docile, et ne s'autoriser la critique que dans les limites permises par le gouvernement lui-même. Robert Fico pourrait être l'un des derniers politiciens pro-européens d'ancien manière dans cette région s'il comprenait rapidement que la politique est un service public, et non le service d'un parti« .

Robert Fico n'en prend pas le chemin. Et son concept paradoxal de « critique a- ou anti-démocratique » rappelle furieusement celui de « démocratie illibérale » dont le voisin hongrois Viktor Orbán a récemment fait son label. Or comme on le sait, en Hongrie, la liberté de la presse menace de n'être bientôt plus qu'un souvenir.

En cette troisième semaine d'août qui marque les 6 mois de la mort de Ján Kuciak, et qui coïncide avec les commémorations du cinquantième anniversaire de l'écrasement du « Printemps tchécoslovaque » par les chars russes et leurs alliés du pacte de Varsovie, les journalistes slovaques viennent de marquer spectaculairement et massivement leur engagement à poursuivre leur difficile mission. Ils sont près de 400 à avoir signé dès le premier jour, l'appel suivant : « L'assassinat de notre collègue nous a choqués, mais ne nous a pas effrayés. Nous n'avons pas cessé d'interroger, d'enquêter, et de contrôler le personnel politique et l'administration. Le pouvoir n'a pas vraiment changé de mains après le meurtre. Le langage des dirigeants quand ils parlent aux journalistes ou à

leur propos est plus agressif. Et ils ont même osé intégrer ce meurtre et les réactions qu'il a provoquées dans leur théories complotistes. 6 mois après les meurtres de Ján Kuciak et de Martina Kušnírová, n'oublions pas que le journalisme indépendant est essentiel à la démocratie. »